

NEWSLETTER CLEAR FA #3

LE BULLETIN D'INFORMATION DE CLEAR AFRIQUE FRANCOPHONE



2ème Table Ronde régionale du CLEAR FA- CESAG

sur l'efficacité des politiques
publiques à l'aune de la réforme
du budget programme et de la
pandémie COVID 19.

Conférence régionale

sur le thème « La mise en œuvre des
agendas de développement à l'aune
des enjeux actuels : l'évaluation
d'impact au cœur de la décision ».



Editorial



En réponse aux besoins prioritaires exprimés dans la région Afrique Francophone, et en conformité avec les objectifs fixés par la théorie du changement de CLEAR FA-CESAG, le Centre a développé ou poursuivi plusieurs activités dans la région au cours du second semestre 2021. Malgré le contexte difficile imposé par la pandémie à COVID 19, nous avons maintenu notre ambition de positionner CLEAR FA-CESAG comme une initiative leader dans la conception et le déploiement d'une offre de renforcement des capacités et d'appui conseil en suivi-évaluation dans la région Afrique francophone, mais également de la promotion de la culture de l'évaluation, en stimulant la demande de services de suivi-évaluation dans les pays d'Afrique francophone grâce à un plaidoyer et un marketing soutenus pour les produits CLEARFA-CESAG.

En effet, la pandémie de la Covid -19 a failli compromettre nos interactions avec nos partenaires au moment où ils avaient plus que jamais besoin de prendre des décisions basées sur les preuves.

Mais CLEAR FA-CESAG a réagi dans ce contexte en adoptant une démarche systémique à deux niveaux : d'un côté, une stratégie de renforcement des systèmes régionaux, au niveau de l'UEMOA et de la CEMAC, puis de l'autre, une stratégie nationale spécifique aux pays.

Ainsi, nous avons pu délivrer avec succès des prestations de formation notamment au Togo, au Burkina Faso, au Gabon et en Côte d'Ivoire. C'est le lieu de se réjouir du lancement par le Centre d'un Master en Evaluation des Politiques, Projets et Programmes (ME3P) et d'une revue scientifique les « CESAG Research Papers ». Des prestations d'appui-conseil et d'assistance technique ont été fournies aux gouvernements, agences de

développement et autres organisations, en Guinée Bissau, au Gabon, au Burundi et à Madagascar.

Nous avons été particulièrement fiers qu'au plus fort de la crise, CLEAR FA-CESAG en collaboration avec le Gouvernement, l'Assemblée nationale et l'Association malgache de l'évaluation, a réussi à diagnostiquer le système national d'évaluation de Madagascar et à former les points focaux du S&E dans les ministères. Cette collaboration a notamment conduit à l'élaboration d'une politique nationale qui va encadrer la planification, la mise en œuvre et l'utilisation de l'évaluation dans le pays. CLEAR FA-CESAG a par ailleurs participé au Forum International Francophone de l'Evaluation (FIFE) 2021, en co-animant le panel portant sur le renforcement des systèmes nationaux d'évaluation et en modérant celui portant sur l'expérience d'institutionnalisation de l'évaluation à Madagascar de 2019 à 2021.

Enfin, CLEAR FA-CESAG a su mobiliser les parties prenantes institutionnelles et non institutionnelles, les universitaires et experts techniques, autour de débats sur des problématiques majeurs de l'évaluation d'impact (Abidjan, Côte d'Ivoire) et de l'efficacité des politiques publiques à l'aune de la réforme du budget programme et de la pandémie de Covid-19 (Lomé-Togo), chaque fois en format hybride (présentiel et virtuel).

Nous vous faisons l'économie de toutes ces activités dans ce troisième numéro de la Newsletter de CLEAR FA-CESAG que je vous invite à vous approprier.

Bonne lecture !

Edoé Djimitri Agbodjan
Coordonnateur de
CLEAR FA-CESAG

Actualités

Intégration des résultats d'évaluations dans les examens nationaux volontaires à Madagascar

Conjointement avec l'UNICEF et CLEAR-AA, CLEAR FA-CESAG a développé, en juillet 2021, un programme qui vise à aider Madagascar à intégrer les résultats d'évaluations dans les examens nationaux volontaires (ENV ou VNR). Il s'agit particulièrement de renforcer les capacités de l'Etat malgache à utiliser les données d'évaluation dans les examens nationaux volontaires (ENV), de sorte que ceux-ci puissent intégrer une analyse des causes, des succès/échecs et proposer des moyens d'amélioration des performances.

CLEAR FA-CESAG forme les agents de l'administration publique et évaluateurs émergents du Togo en Evaluation des politiques publiques

CLEARFA-CESAG a organisé à Lomé au Togo, du 20 au 24 juillet 2021, une formation sur l'évaluation des politiques publiques (EvalPP). Cette formation a réuni 24 participants parmi lesquels des responsables d'évaluation dans les ministères, des gestionnaires de projets et programmes, des consultants, des Députés et fonctionnaires des parlements, des évaluateurs émergents et autres professionnels du secteur public et de développement. Durant une semaine, ils ont été outillés pour être capables, entre autres compétences, de collecter des données et les analyser pour répondre aux questions d'évaluation, de commanditer et gérer un processus d'évaluation, de promouvoir l'utilisation des résultats de l'évaluation dans le



secteur public, etc. On retient globalement que les participants étaient satisfaits de la formation tant sur l'organisation, le contenu que le déroulé. « Je dirai tout s'est bien passé, la logistique était bien, les PowerPoints bien préparés [...] les formateurs ont la maîtrise du contenu et des thématiques présentées. » a confié une participant à l'issue de la formation.

2ème Table Ronde régionale du CLEAR FA- CESAG sur l'efficacité de la politique publique à l'aune de la réforme du budget programme et de la pandémie de covid-19, Lomé, TOGO, du 28 au 30 juillet 2021



Grâce au concours technique et financier de la commission de l'UEMOA et en partenariat avec le Centre d'Analyse et de Renforcement des Capacités du Togo (CADERT), CLEAR FA-CESAG a, en format hybride (présentiel et en ligne), organisé à Lomé-Togo du 28 au 30 juillet 2021 la 2ème Table ronde sur l'efficacité des politiques publiques à l'aune de la réforme du budget programme et de la pandémie COVID 19. Cette rencontre a réuni 35 participants en présentiel parmi lesquels des décideurs, des professionnels du budget, des universitaires pour identifier les leviers dont disposent les Etats membres pour consolider la réforme du budget programme au sein de l'UEMOA et rendre plus efficaces les politiques publiques de relance économique post-Covid-19.

Le 1er jour a été consacré à la présentation des études de cas-pays sur la mise en œuvre de la réforme du budget programme de 2009 à 2020, leurs trajectoires et leurs singularités nationales. Il s'agit de six (06) pays d'Afrique francophone que sont : le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Il ressort que - non sans compter quelques singularités nationales- tous les pays ont amélioré la mise en place de la réforme grâce à la transposition des textes et la mise en place d'un outil de planification.

Au 2ème jour, une session a permis de réfléchir sur la pertinence de la réforme dans un contexte marqué par des aléas comme la crise de la Covid-19. Un panel sur le plan de riposte et ses contraintes de suivi-évaluation ainsi que des ateliers sur les effets de la réforme dans les secteurs de la santé, l'emploi des jeunes, la paix et la sécurité ont fait suite à la conférence.

Le 3ème jour, la synthèse des différents travaux a été faite et des recommandations ont été formulées à l'attention des décideurs en termes de leviers sur lesquels appuyer pour la relance économique. Il s'agit entre autres de : promouvoir des politiques sur l'employabilité des jeunes, garantir la qualité de l'emploi, faire de la demande publique des créneaux naturels pour trouver de l'emploi aux jeunes. Il faut également alléger la fiscalité des entreprises et leur exiger le recrutement des jeunes. Comme autres recommandations, il faut : réviser les politiques publiques pour rendre plus sensible la question de l'emploi des jeunes. Par ailleurs, plusieurs suggestions ont été faites à savoir : les ministères dédiés, l'accélération du processus d'adoption du budget participatif ou citoyen, la mise à jour de la planification des besoins de santé des populations pour les pandémies,

l'adaptation des règles d'allocation de budget aux crises, les financements innovants pour la mise en place d'une couverture sanitaire globale, le renforcement des investissements dans la gestion des urgences, le développement du « E. Santé » avec ses corollaires prévention, la détection et la vérification des situations d'urgence sanitaire, la production de vaccins et d'équipements de protection.

La relance de l'économie tient encore à ce qu'on intègre et institutionnalise l'évaluation des politiques publiques et des

résultats de développement, renforce les capacités des acteurs en la matière, dispose de données et statistiques sur l'emploi des jeunes, ait un observatoire régional de l'emploi présent dans tous les pays, élabore des directives en lien avec les politiques nationales, produise des rapports sur la qualité des dépenses publiques, articule soigneusement l'organisation des administrations publiques en fonction du budget programme et réserve dans le budget citoyen une partie relative aux ressources et dépenses destinées à la lutte contre le COVID-19.



En marge de la conférence, le Centre autonome d'études et de renforcement des capacités pour le développement au Togo (CADERDT) et le Centre africain d'étude supérieur en gestion (CESAG) ont signé un accord de partenariat.

Un point de presse et une visite touristique des participants ont marqué la fin des travaux de la table ronde dont le rapport général est accessible en cliquant [ici](#).

Séminaire de formation en Evaluation d'Impact (SEImAF) au profit des agents de l'administration publique burkinabé, tchadienne, Nigérienne et Sénégalaise

CLEAR FA-CESAG a organisé à Ouagadougou au Burkina Faso, du 02 au 13 août 2021, un séminaire en évaluation d'impact au profit de 15 participants provenant de quatre (04) pays à savoir le Burkina Faso, le Niger, le Sénégal et le Tchad. Il a permis de renforcer les capacités de ces derniers sur le contexte, les enjeux et les défis liés à l'évaluation d'impact en Afrique francophone, les principaux concepts en relation avec l'évaluation d'impact ainsi que la démarche méthodologique et les approches y afférentes. Les participants ont également pu apprendre à se servir des outils et techniques de conduite d'une évaluation à savoir la méthode des essais aléatoires contrôlés (RCT), la méthode de la double différence, la méthode des appariements, la méthode des variables instrumentales, la méthode de la régression par la discontinuité.

Enfin, les participants au SEImAF ont pu apprendre à mettre en œuvre chacune des méthodes sur un logiciel statistique (STATA et R). À l'issue de la formation, les participants ont à l'unanimité exprimé leur entière satisfaction tant par rapport à l'organisation logistique que par rapport aux modules abordés.



Evaluation participative d'impact rapide du projet d'appui à la sécurité alimentaire (PASA) dans les régions de Biombo, Gabu et Tombali en Guinée Bissau



À la suite de la crise alimentaire survenue en 2008, la BOAD a initié le Programme Spécial de Sécurité Alimentaire (PSSA) afin d'accompagner certains États dans leurs efforts de lutte contre l'insécurité alimentaire. Le PSSA renferme environ dix-sept (17) projets, dont le Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PASA) dans les régions de Biombo, Gabu et Tombali en Guinée Bissau.

L'objectif global du PASA est de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté dans la zone du projet, à travers notamment l'aménagement et la restauration de plusieurs centaines d'hectares d'espace favorable à la culture du riz, l'augmentation de la production animale, le renforcement des capacités des coopératives, ainsi que l'aménagement des pistes rurales. D'un point de vue général, le groupe cible du projet est constitué de l'ensemble de la population des régions de Tombali, Gabu et Biombo. En particulier, le PASA a pour cible principale les groupements de producteurs engagés dans les activités de réhabilitation et de mise en valeur des rizières de mangrove et de bas-fonds et/ou de diversification et valorisation des productions agricoles, et les groupements féminins de production maraîchère d'autre part.

Dans le cadre de ses activités, la BOAD a souhaité réaliser l'évaluation participative d'impact rapide du Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PASA) dans les régions de Biombo, Gabu et Tombali en Guinée Bissau. Cette évaluation vise à mesurer de manière systématiquement la contribution du

projet à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté dans la zone du projet. CLEAR FA-CESAG a été mandaté en Août 2021 pour conduire cette mission, compte tenu de son expertise dans le domaine.

Pour ce faire, le Centre a adopté une démarche participative impliquant toutes les parties prenantes du projet, notamment les principaux acteurs de conception, de pilotage, de mise en œuvre et les bénéficiaires. Pour la collecte des données dans le cadre de cette évaluation, CLEAR FA-CESAG a adopté une combinaison des méthodes quantitatives et qualitatives (approche mixte).

Les données quantitatives collectées ont été analysées grâce au logiciel Excel. Les premières analyses sur l'efficacité du PASA ont consisté à une simple comparaison du niveau des indicateurs du PASA avant et après la mise en œuvre. Pour les indicateurs sur l'impact du PASA, les données ont été analysées suivant la méthode de différence des moyennes des valeurs des indicateurs de résultats avant et après le PASA.

L'analyse des données qualitatives a quant à elle été basée sur une démarche qualitative inductive qui s'est effectuée de façon systématique, classifiant, comparant et interprétant les données, facilitant ainsi l'interprétation de différentes opinions et perspectives sur les différents critères d'évaluation.



Atelier de formation de 69 points focaux pour l'élaboration et la mise en œuvre de la politique nationale d'évaluation du Gabon

Sur invitation du ministre gabonais de la Promotion de la Bonne Gouvernance et de la Lutte contre la Corruption, M. Francis NKEANZIGUE, CLEAR FA-CESAG a animé du 20 septembre au 1er octobre 2021 un atelier de formation à l'attention des points focaux du suivi et de l'évaluation du Gabon.

Cette formation élargie à toutes les parties prenantes du suivi et de l'évaluation au Gabon a mobilisé 69 acteurs impliqués dans la planification, la programmation, le suivi et l'évaluation des politiques publiques et des résultats de développement venant des institutions et des secteurs suivants : la Primature ; le Parlement ; la Cour des comptes ; les autres ministères en charge de l'Economie et des Finances, du Plan et du Budget, de l'Agriculture, de la Sécurité, de la Santé et de l'Education ; les Municipalités et collectivités locales décentralisées ; les représentants de la société civile, notamment ceux des associations nationales d'évaluation ; les universitaires ; les bureaux nationaux du PNUD et de l'UNICEF.

La formation fait suite à une série d'interventions amorcée par CLEAR FA-CESAG au Gabon et qui s'est notamment traduite par la facilitation par le Centre de la 5ème journée nationale d'évaluation du Gabon. Cet événement a donné lieu à une kyrielle de recommandations parmi lesquelles la mise en place de directions ou points focaux en charge du suivi et évaluation dans tous les ministères, ainsi que

l'élaboration d'une politique nationale d'évaluation pour définir les rôles, mieux encadrer les évaluations et les aligner sur les priorités de l'État.

Par ailleurs, l'assemblée a recommandé la formation des cadres pour construire une compréhension commune de l'évaluation et les doter d'outils pour sa promotion. En d'autres termes, il s'agit de former les ressources humaines clés pour qu'elles soient préparées et outillées à participer au processus d'élaboration de la PNE ainsi que sa mise en œuvre. En effet, l'élaboration d'une PNE n'est pas un simple exercice de conception d'un document. Il s'agit d'un processus de concertation entre les parties prenantes visant à bâtir et s'approprier un système d'évaluation qui permet de planifier, mettre en œuvre et utiliser les évaluations. Elle exige une participation des parties prenantes.

A l'issue de la formation, les 69 personnes formées ont reconnu avoir développé une compréhension harmonisée des concepts de l'évaluation et du suivi, de leurs approches et méthodes, ainsi que des enjeux liés à la mise en place d'une politique nationale d'évaluation et s'engagent à sa promotion au Gabon. La formation les a outillées pour être aptes à contribuer efficacement aux différentes étapes de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique nationale d'évaluation du Gabon sur une base participative adoptée par l'ensemble des acteurs de l'évaluation.



La 1ère édition des Journées de l'étudiant évaluateur lève le voile sur les enjeux et opportunités dans le métier d'évaluateur

Afin de favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'évaluateurs bien formés et outillés pour assurer la relève en évaluation, CLEAR FA-CESAG a inscrit dans son plan d'action le soutien à la formation, le développement personnel et professionnel des jeunes évaluateurs. Cela intègre l'appui à des initiatives de promotion de l'évaluation au sein des Universités à travers la création et l'animation de clubs d'évaluation.

Le CESAG qui abrite le CLEAR FA-CESAG forme depuis des années plusieurs générations de gestionnaires de projets qui, durant leur cursus, acquièrent les connaissances et compétences de base en S&E. Le centre a appuyé le CESAG au développement d'un programme de Master en évaluation des projets, programme et politiques (ME3P) qui accueille sa première cohorte d'étudiants depuis cette rentrée académique (2021-2022). Le CESAG a naturellement été le premier à accueillir l'initiative du CLEAR FA-CESAG d'organiser une journée de l'étudiant évaluateur. Cette première édition a eu lieu le 16 octobre 2021, sur le thème "Evaluateur émergent : regards croisés sur les enjeux et opportunités de la profession".

L'évènement a bénéficié de l'appui de l'Association Sénégalaise d'Évaluation (SenEval) à travers son groupe thématique évaluateur-émergent et de l'Association des

Etudiants Manager du CESAG (ASEMA). Il avait pour finalité de susciter l'intérêt des étudiants aux métiers de l'évaluation et d'impulser la création d'un Club d'Évaluation au CESAG.

Les activités phares ayant marqué cette journée sont : un panel de discussion qui a permis à des experts en évaluation de partager leur expérience avec la jeune garde, et une compétition sur les meilleurs travaux de recherche en suivi et évaluation de projets (sanctionné par des prix). Parmi les panelistes, on peut citer le Président de l'Association Sénégalaise d'Évaluation (SenEval), M. Abdoul Aziz Kane, qui a exposé son riche parcours aux participants tout en les exhortant à la persévérance et la culture de la perfection.

La première édition de la journée de l'étudiant évaluateur a enregistré la participation de nombreux étudiants en sciences de gestion au CESAG, notamment ceux du parcours Gestion de projets, ainsi que d'autres jeunes qui ne sont pas inscrits au CESAG, mais qui ont un intérêt pour le suivi et l'évaluation des projets, programmes et politiques. Les participants sont repartis satisfaits et plus que jamais motivés pour une carrière aboutie dans le monde de l'évaluation.



Formation de dix (10) agents du ministère du plan et du développement de la Côte d'Ivoire sur les aspects comptables et financiers du Budget-Programme



Pour répondre aux exigences du nouveau management public et de la gestion axée sur les résultats, les Etats de l'UEMOA ont choisi d'adopter le budget-programme en promulguant une nouvelle génération de directives des finances publiques à partir de 2009. À ce jour, tous les pays ont entamé l'appropriation de ces directives en procédant à la transposition des textes dans leurs droits nationaux. Ce travail juridique a été complété par la mise en place d'outils de planification, de mise en œuvre et de reporting prescrits par la réforme. Les pays se sont dotés de guides et de canevas nationaux. Cela s'est traduit par la création de nouvelles entités ou de nouveaux comités ou la redéfinition des rôles et responsabilités d'entités existantes pour leur permettre d'assurer la mise en œuvre efficace de la réforme.

C'est donc pour apporter aux professionnels des solutions pratiques aux difficultés d'application de la réforme en matière financière et comptable que CLEARFA-CESAG a organisé du 21 au 22 octobre 2021 à l'hôtel Mövenpick d'Abidjan (République de Côte d'Ivoire) un séminaire de formation sur les Aspects Comptables et financiers du Budget Programme. La formation a enregistré la participation de responsables de programmes ou de budget du ministère ivoirien du plan, de gestionnaires de projet et programmes, de consultants et autres professionnels appelés à conduire la mise en œuvre de la réforme. Les dix participants ont fortement apprécié la formation et ont assuré être mieux outillés pour la mise en application des réformes sur les aspects comptables et financiers du budget programme.

Atelier de restitution du diagnostic du dispositif de S&E du CESAG, Dakar, - Sénégal le 27 octobre 2021

Sous l'impulsion de son Directeur Général, le CESAG s'est engagé à renforcer la culture du résultat en son sein. CLEAR FA-CESAG contribue à cet effort en apportant son appui à l'élaboration et la mise en application d'un dispositif de suivi du Plan stratégique 2020 – 2024 du CESAG. À cet effet une consultante a été recrutée pour diligenter le développement d'outils de suivi adaptés au plan ainsi que la formation du personnel clé.

Après une analyse documentaire approfondie et une série d'entretiens avec les principaux acteurs du système de suivi évaluation du CESAG, CLEAR FA-CESAG a organisé le 27 octobre 2021 au Radisson Blu Hôtel de Dakar, un atelier de restitution et d'amendement du rapport du diagnostic rapide de la consultante. Parmi les participants, on comptait 8 points focaux suivi évaluation des différentes directions du CESAG. Il s'agissait de faire un point de l'état d'avancement de la mission de renforcement du dispositif de suivi et évaluation du Plan Stratégique 2020-2024 du CESAG.

Trois (03) directions techniques du CESAG ont effectivement été représentée à l'atelier sur les six (06) attendues. Il s'agit de : l'Unité du Contrôle Interne et de la Qualité (UCIQ), la Direction du Capital Humain, des Ressources matérielles et du Patrimoine (DCHRMP) et la Direction de la Formation et des Innovations Pédagogiques (DFIP). Au terme de l'atelier, les outils de suivi et reporting ainsi que la matrice de l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique du CESAG ont été validés et des recommandations ont été formulées en vue de la mise à niveau du dispositif pour une mise en œuvre efficace du plan de S&E.



Présentation du tout nouveau Master en évaluation des projets, programme et politiques (ME3P) du CESAG : une initiative de CLEAR FA-CESAG pour promouvoir l'Évaluation « Made in Africa »

Pour apporter aux étudiants un complément de formation de haut niveau leur permettant d'acquérir les compétences nécessaires à la recherche, à l'analyse et à l'évaluation de projets et programmes dans le contexte africain, CLEAR FA appuie le CESAG à développer un nouveau programme de Master en évaluation des politiques, programmes et projets (ME3P). La formation qui s'étend sur 4 semestres (128 crédits) vise l'acquisition des connaissances et des outils pour planifier, programmer, mettre en œuvre, suivre et analyser un processus d'évaluation des projets, programmes et politiques. Ce master africain s'inscrit dans la vision de l'Association Africain d'Évaluation (AfrEA) qui veut promouvoir une évaluation « Made in Africa », c'est-à-dire faite par des africains pour les africains. Il participe à la volonté de CLEARFA de renforcer les capacités et à l'émergence d'une masse critique d'évaluateurs qualifiés en Afrique francophone.



Pour sensibiliser les principaux acteurs sur les enjeux de la professionnalisation de l'évaluation dans le contexte africain et présenter le ME3P à la communauté de praticiens, CLEAR FA a organisé un webinaire de lancement officiel le 22 juillet 2021 et un dîner de presse le 28 octobre 2021. Au cours de cet événement, le Directeur de la formation et de l'innovation pédagogique du CESAG, Dr Aboudou Ouattara, a répondu à toutes les interrogations des participants au sujet de ce nouveau programme de formation.

Dr Ouattara a tenu à souligner que « Le ME3P vient combler un déficit de l'offre de formation de haute qualité dans le domaine de l'évaluation des politiques de développement dans la sous-région francophone africaine (...) Il permettra à beaucoup de personnes qui exercent le métier, de disposer de compétences en évaluation des politiques, programmes et projets et trouveront de la matière à renforcer leur carrière professionnelle. CLEAR-FA, à travers le ME3P, contribue à la bonne gouvernance dans les différents pays de l'Afrique francophone ».

Cents (100) experts de divers horizons réunis autour des problématiques majeures de l'évaluation d'impact en Afrique francophone lors de la conférence régionale qui a eu lieu à Abidjan, Côte d'Ivoire, les 26 et 27 octobre 2021



CLEAR FA-CESAG, conjointement avec le Programme de renforcement des capacités et d'évaluation d'impact en Afrique de l'Ouest (WACIE/3ie), a organisé les 26 et 27 Octobre 2021 à Abidjan (Côte d'Ivoire) une conférence régionale sur le thème « La mise en œuvre des agendas de développement à l'aune des enjeux actuels : l'évaluation d'impact au cœur de la décision ».

En effet, CLEARFA-CESAG et WACIE-3ie se sont engagés à mutualiser leurs efforts pour systématiser et renforcer la qualité des évaluations d'impact dans les pays francophones de l'UEMOA, à travers la formation et l'accompagnement technique et financier à la conduite d'évaluations d'impact. Ce partenariat a donné naissance en 2020 à un Programme Régional de Formation et d'Appui à l'Évaluation d'Impact (PRéFA-EI) qui a ciblé plusieurs dizaines d'agents techniques et cadres des ministères et organisations publiques du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Sénégal. L'initiative de cette conférence s'inscrit dans la continuité des efforts de CLEAR FA-CESAG et WACIE-3ie, mais également d'autres acteurs tels que la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), la commission de l'UEMOA, le Partnership for Economic Policy (PEP), l'African School of Economics (ASE), la Banque Africaine pour le Développement, etc., pour enraciner la pratique de l'évaluation d'impact en Afrique francophone.

L'évènement a bénéficié de l'appui de l'Evaluation Indépendante du Développement de la Banque Africaine de

Développement (IDEV/BAD), du Fonds d'innovation pour le Développement (FID) et du Ministère du Plan et du Développement. Il a enregistré la participation de plusieurs délégations provenant des pays d'Afrique francophone et de quelques pays d'autres continents comme les Etats Unis et la Suisse. Au total 100 personnes ont physiquement pris part aux travaux de la conférence, et 200 s'y sont joint virtuellement.

La première journée a été consacrée aux ateliers de pré conférence organisés autour de quatre (4) thématiques majeures à savoir l'institutionnalisation et les systèmes de suivi évaluation dans les pays francophones; les approches méthodologiques en

évaluation d'impact : méthodes établies et méthodes innovantes; les méthodes de synthèse de données probantes (Méta évaluation, Revue systématique et Cartographie de données probantes (Evidence and Gap Map)) ; la problématique des données et les nouvelles technologies en évaluation d'impact. La conférence qui s'est tenue sur deux jours a consisté en une série de panels de discussion mobilisant d'éminentes personnalités et champions de l'évaluation dans la sous-région et d'ailleurs. Les travaux ont permis de questionner le rôle et la contribution de l'Évaluation d'impact dans la mise en œuvre de politiques publiques basées sur la preuve, entrant dans le cadre des ODD et de l'agenda 2063 de l'UA d'une part, puis résilientes et efficaces face aux crises multiples qui affectent le continent d'autre part.



CLEAR FA-CESAG renforce les capacités de 32 professionnels malgaches de l'évaluation à travers un atelier de formation en Evaluation des Politiques Publiques – Madagascar, du 22 au 26 novembre 2021



www.clearfa.org

ATELIER DE FORMATION

SUR
L'ÉVALUATION
DES POLITIQUES
PUBLIQUES

HOTEL CENTELL ANTANIMENA,
ANTANANARIVO, MADAGASCAR

**22 - 26
NOV. 2021**

CLEAR FA-CESAG s'est engagé depuis 2020 aux côtés du Gouvernement Malgasy décidé à disposer d'un système national d'évaluation efficace. Dans le cadre de cette collaboration, des consultations nationales et un diagnostic des capacités nationales de suivi et évaluation ont été conduits dans le pays. Toutes ces actions ont débouché sur l'élaboration d'une Politique Nationale de l'Évaluation (PNEVal) à Madagascar. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette politique, des sessions de renforcement des capacités de l'administration publique ont été organisées sur l'évaluation axée sur les résultats des politiques publiques. Cet atelier de formation sur l'évaluation des politiques publiques qui s'est tenu du 22 au 26 novembre 2021, s'inscrit dans la continuité de ces actions. Il traduit la volonté partagée de CLEAR FA-CESAG, du Programme de Réformes pour l'Efficacité de l'Administration (PREA), de la Malagasy Association for Evaluation (MASSE), de l'UNICEF et du Ministère de l'Économie et des Finances de Madagascar de former une masse critique de cadres de l'administration publique qui soit compétente pour renforcer le dispositif institutionnel et garantir l'effectivité de la PNEVal. Il a enregistré la participation de 32 professionnels (dont 16 femmes) de l'évaluation aux profils différents, notamment issus de l'administration publique,

des universités et de la société civile, etc., ainsi que des évaluateurs émergents.

Un format hybride a été adopté, avec les animateurs intervenant à distance et les participants regroupés dans une salle pour faciliter la mise en œuvre des activités didactiques occupant la majeure partie de la formation, mais également tirer avantage de la dynamique de groupe propice au réseautage et au partage d'expériences entre les participants. La facilitation des travaux en présentiel a été assurée par l'UNICEF.

Trois modules ont meublé les 5 jours de formation. Ils ont permis aux participants de comprendre les enjeux, défis et principes de la gestion axée sur les résultats en contexte de développement ; de comprendre la logique de résultat et théorie du changement et de maîtriser la démarche d'une évaluation (design, matrice, collecte, analyse et reporting).

*Tous les participants sont globalement satisfaits de la formation, à raison de **17% totalement satisfaits, 53% très satisfaits et 30% satisfaits.***

CLEAR FA-CESAG s'associe à l'organisation de la 1ère édition du camp annuel des évaluateurs émergents sur la formulation l'analyse et l'évaluation des politiques publiques à moins d'une décennie des ODD à Bohicon, Bénin



L'Institut Africain de Suivi et Evaluation d'Impact des Politiques Programmes et Projets de Développement (aussi appelé Le BAROMETRE) en partenariat avec le Centre d'Action pour l'Environnement et le Développement Durable (ACED), le Ministère d'Etat chargé du Plan et du Développement du Bénin, et CLEAR FA-CESAG a organisé du 22 au 27 novembre 2021, à Bohicon (Bénin), le Camp Annuel des Evaluateurs Emergents Francophones. Le thème retenu était : « Formulation Analyse et Evaluation des Politiques Publiques à moins d'une décennie des ODD : Théorie et application pratique en milieu francophone ouest africain ».

Il est désormais admis que l'évaluation des politiques publiques contribue à une bonne gouvernance publique car elle aide les gouvernements à améliorer la conception et la mise en œuvre des politiques publiques qui, à leur tour, sont porteuses de prospérité pour le bien-être des populations. Après cinq années de mise en œuvre des ODD et plus particulièrement en Afrique francophone, ce camp est une belle tribune pour faire un bilan d'étape et engager un dialogue autour de l'évaluation, des données probantes et des ODD. C'est aussi l'occasion et de mobiliser davantage les évaluateurs émergents en les outillant convenablement pour porter la culture évaluative en faveur d'un développement nourri par les évaluations et les données probantes qu'elles produisent.

En plus d'un appui technique, CLEAR FA-CESAG a présenté au cours de cet événement une communication sur le thème : « ODD et politiques publiques : état des lieux de la pratique de suivi et évaluation d'impact en Afrique Francophone à l'ère des ODD ». Elle a permis de dresser un état des lieux des institutions en charge de l'évaluation dans les pays de l'Afrique francophone ; le type d'évaluations mises en œuvre dans ces pays et les défis rencontrés, notamment ceux liés à l'évaluation des projets ou programmes en lien avec les ODD.

Trois objectifs étaient fixés pour ce camp :

1

familiariser les participants avec les méthodes d'élaboration et d'analyses des politiques publiques, notamment celles en lien avec l'atteinte des objectifs du développement durable (ODD) ;

2

améliorer la capacité des participants à concevoir et utiliser les outils de suivi-évaluation et

3

promouvoir le coaching et le mentorat des évaluateurs émergents.

CLEAR FA-CESAG met en place un Observatoire sur le Suivi et l'Évaluation des Politiques Publiques en Afrique francophone

À travers cette plateforme digitale connectée, l'objectif visé par le Centre est d'améliorer l'état générale de la connaissance sur les enjeux et tendances, les réformes, les mesures et/ou l'état de la pratique du suivi et de l'évaluation dans les pays d'Afrique francophone. L'observatoire se veut ainsi être un espace virtuel de référence pour (i) s'informer en continue sur l'état des lieux du S&E dans les pays francophones à travers un certain nombre d'indicateurs de référence ; (ii) accéder à la documentation officielle sur le S&E ; (iii) susciter au sein de la communauté de pratique un dialogue constructif sur les problématiques émergentes de développement des capacités évaluatives en Afrique. De façon concrète, l'observatoire donne accès à :

- 1 Un état des lieux dynamique et actualisé du suivi et de l'évaluation dans les pays d'Afrique francophone, grâce à des indicateurs objectifs et mesurables ;
- 2 Un géoportail qui propose une carte interactive qui permet d'avoir un aperçu rapide du S&E dans chaque pays-cible et la situation globale à propos d'indicateurs-clés
- 3 Une bibliothèque numérique comportant les publications en matière de S&E, produites dans les pays cibles
- 4 Un forum d'échange entre les acteurs de la communauté de pratique du suivi et de l'évaluation en Afrique francophone
- 5 Un glossaire de mots-clés couramment utilisés dans le jargon du S&E
- 6 Un espace de quizz pour permettre à l'utilisateur de tester ses connaissances en S&E.
- 7 Bien d'autres modules et fonctionnalités sont en cours de développement.

Conscient que la pérennité de la présente plateforme dépend de l'actualisation des données qui y sont publiées, un mécanisme de mise à jour a été mis en place. Ce mécanisme mettra à contribution les responsables des structures chargées du S&E dans chaque pays afin de disposer de données fiables.

les 7, 9, 14 et 16 décembre 2021

Forum international francophone de l'évaluation

un événement virtuel

Forum international francophone de l'évaluation organisé les 7, 9, 14 et 16 décembre 2021 : CLEAR FA-CESAG partage son expérience sur renforcement des systèmes nationaux d'évaluation et l'institutionnalisation de l'évaluation à Madagascar

Le Forum International Francophone de l'Évaluation (FIFE) est un événement annuel qu'organise le Réseau Francophone de l'Évaluation (RFE). L'édition 2021 s'est tenue en ligne les 7, 9, 14 et 16 décembre 2021. À cette occasion, CLEAR FA-CESAG a partagé son expérience en matière de renforcement des systèmes nationaux d'évaluation et d'appui à l'institutionnalisation de l'évaluation dans ses pays d'intervention avec les participants.

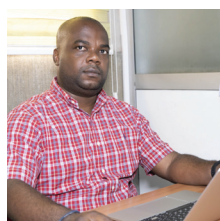
Dans le panel qu'il a co-animé sur « La pertinence de développer ou renforcer les systèmes nationaux d'évaluation en Afrique francophone », le Coordonnateur du Centre, Dimitri AGBODJAN est revenu sur l'action de CLEAR FA-CESAG dans les pays d'Afrique francophone, les similarités et les points de spécificité en fonction du niveau d'avancement de chaque système national

d'évaluation. En ce qui concerne l'appui à l'institutionnalisation de l'évaluation, M. Amos Menard, Directeur Adjoint du centre est intervenu en tant que modérateur du panel pourtant sur l'expérience d'institutionnalisation de l'évaluation à Madagascar de 2019 à 2021. À la lumière de l'expérience du Centre aux coté du Gouvernement malgache et de plusieurs autres partenaires techniques, on peut retenir que les processus d'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques sont en générale complexes et non linéaires, du fait que les pays empruntent des chemins différents en tenant compte de leur propre contexte, des enjeux de développement auxquels ils font face, de la vision et du leadership de leurs dirigeants, de leur écosystème, qu'il soit institutionnel ou réglementaire, mais également des capacités nationales des acteurs et bien d'autres facteurs.

CLEAR FA-CESAG accueille la cohorte 2021 de son Programme Jeunes Professionnels

Poursuivant son objectif de faire éclore des jeunes évaluateurs et susciter de nouvelles vocations en la matière, CLEAR FA-CESAG a accueilli courant le second semestre 2021 une nouvelle cohorte de jeunes professionnels et chercheurs dans le cadre de son programme de « Jeunes professionnels ». Ce programme sélectionne, sur base de compétition, des jeunes diplômés ou en fin d'études talentueux et motivés, pour un cycle de 6 mois. Cette initiative est une contribution du Centre au développement

personnel et professionnel des évaluateurs émergents francophones d'Afrique. Le programme vise à développer chez ces derniers leurs qualités professionnelles, élargir leur expérience et les familiariser avec les méthodes de travail du Centre. La cohorte actuelle est composée de quatre (04) jeunes : un chercheur associé, deux Jeunes professionnels et une stagiaire. Ces derniers ont des expériences très variées et sont originaires du Bénin et de la Côte d'Ivoire.



Pascal Kablan Kacou, Chercheur invité

M. Kacou est un candidat au doctorat à l'École de Développement International et Mondialisation (ÉDIM) de l'Université d'Ottawa, Canada. Ses recherches actuelles

portent sur la gestion des projets de développement, en particulier les projets de renforcement des capacités. Il s'intéresse également aux réformes institutionnelles dans les pays sous-développés. Kacou a une dizaine d'années d'expérience dans le domaine du développement international ; il a notamment travaillé avec le PNUD et la FCM (Fédération Canadienne des Municipalités).



Babatoundé Jérôme AGUE, Jeune professionnel

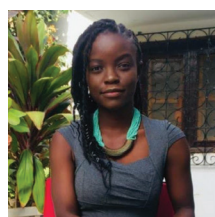
Jérôme Babatoundé AGUE est titulaire d'un Master en entrepreneuriat en Economie Sociale et Solidaire de l'Établissement Spécialisé de la Francophonie pour

l'Administration et le Management (ESFAM) et de l'Université Lumière Lyon 2. Il a capitalisé plus de 5 ans d'expérience dans les projets de développement avec des ONG locales et Internationales au Bénin. Il s'intéresse aux thématiques liées au suivi-évaluation des projets de développement, notamment à l'évaluation de l'impact social des ONG internationales.



Gérard Thierry KOUKOU, jeune professionnel

M. Koukou Thierry est titulaire d'un Master en gestion des projets du Centre Africain d'Études Supérieures en Gestion (CESAG).



Touré N'Dah Espérance, Stagiaire

Elle est titulaire d'une maîtrise en Droit privé à Université Félix Houphouët Boigny et d'un MBA en Administration et Gestion au CESAG.

Lancement de la revue Cesag Research Papers

Le CESAG Research Papers (CESAG-RP) est un support de publication scientifique, nouvellement édité par le Centre Africain d'Études Supérieures en Gestion (CESAG), et destiné à la valorisation des travaux de recherche sur des thématiques diverses en sciences de gestion et économie appliquée en Afrique. Pour ce numéro du CESAG-RP conçu avec l'appui de CLEAR FA-CESAG, le thème central est « Évaluation(s) : méthodes et pratiques en Afrique ».

La revue cible des contributions originales qui sont ou théoriques, ou empiriques. Les contributions théoriques incluent les revues de la littérature à jour, les réflexions d'ordre méthodologique ainsi que les présentations des outils et logiciels pour les évaluations. Les contributions empiriques, outre les études de cas-pays et les analyses comparatives, incluent les études économétriques appliquées. Pour plus d'information, veuillez cliquer [ici](#)

Focus

Le Consensus de Lomé sur l'efficacité des politiques publiques à l'aune de la réforme du budget programme et de la pandémie

Pour apporter sa contribution à la relance post COVID – 19 des économies africaines, CLEAR FA-CESAG a organisé à Lomé, Togo du 28 au 30 juillet 2021, sa 2ème Table ronde régionale sur le thème : « L'efficacité de la politique publique à l'aune de la réforme du budget programme et de la pandémie de covid-19 ». L'événement qui a réuni toutes les parties prenantes du suivi et de l'évaluation de la région, a permis de faire un état des lieux de la mise en œuvre de la réforme du budget programme dans six (6) pays de l'espace UEMOA, notamment le Togo, le Bénin, le Sénégal, le Niger, le Mali et la Côte d'Ivoire. Cela a permis de mettre en exergue les

points communs, mais aussi quelques singularités dans la mise en œuvre de la réforme.

Les conclusions de la Table Ronde ont été consignées dans le « Consensus CLEAR FA-CESAG de Lomé pour l'Efficacité des politiques publiques » qui expose 36 recommandations à l'attention des pouvoirs exécutifs (ministères de la Fonction publique, de l'Economie, des Finances du Plan), des pouvoirs législatifs (Parlements), les institutions et organisations communautaires (UEMOA, BCEAO, BOAD), les associations nationales (ReTEva, CADERDT, etc.).

A l'attention des ministères ayant en charge de l'Economie, des Finances et du Plan

» En vue de disposer de politiques d'emploi des jeunes efficaces



- 1 Promouvoir des politiques mettant l'accent sur la question de l'employabilité des jeunes et la qualité de l'emploi dans le but de garantir des emplois décents, durables et stables pour les jeunes ;
- 2 Utiliser la commande publique comme levier d'encouragement de l'emploi des jeunes et de promotion de la consommation locale ;
- 3 Mettre en place des dispositifs incitatifs fiscaux visant à alléger les entreprises et favoriser le recrutement des jeunes à condition que ces mesures soient adossées à des dispositifs de contrôles permettant de vérifier si les jeunes sont bel et bien recrutés ;
- 4 Poursuivre les efforts de consolidation d'un cadre juridique, économique, sociopolitique incitatif et favorable à la formalisation des Petites et Moyennes Entreprises (PME) dans la logique de garantir des emplois plus stables et plus décents aux jeunes ;



5

Intégrer des critères relatifs à l'emploi des jeunes dans les évaluations ex ante des projets et programmes de développement, y compris les programmes d'investissement (PIP) ;

6

Réviser les politiques publiques pour les rendre plus sensibles à la question de l'emploi des jeunes ;

7

Favoriser principalement des ministères ayant à charge des volets relatifs à l'emploi des jeunes, lorsqu'il est nécessaire de procéder à l'arbitrage et au gel budgétaire ;

8

Accélérer les processus d'adoption des budgets participatifs ou citoyens en systématisant des débats citoyens afin d'intégrer pleinement les populations notamment les jeunes, dans le processus de préparation du budget.



En vue de disposer de politiques de santé efficaces



9

Mettre à jour la planification des besoins de santé des populations à la lumière des enseignements de la pandémie de la COVID-19 ;

10

Adapter les règles d'allocation budgétaire aux situations de crises ;

11

Faire recours aux financements plus innovants axés sur la performance : crédit plus long à taux réduits (BID, BCEAO, BOAD, ...), partenariat public-privé ; etc ;

12

Mettre en place une couverture sanitaire globale contributive ;

13

Investir davantage dans les capacités de gestion des urgences à travers la création ou le soutien aux fonds nationaux d'urgences, la mise à niveau de la chaîne d'approvisionnement et des services logistiques ;

14

Mettre en place un mécanisme visant à assurer le respect de la pyramide sanitaire dans la demande de soins/services de santé ;

15

Mettre en place l'E-santé en exploitant au mieux les nouvelles technologies pour créer de nouvelles capacités de prévision, de détection et de vérifications des situations d'urgences sanitaires ;

16

Mettre en place des fonds nationaux d'urgence sanitaire pour financer la recherche et la production des vaccins et autres équipements et protections individuelles.

A l'attention de la Commission de l'UEMOA, de la BCEAO et de la BOAD

» En vue de disposer de politiques d'emploi des jeunes efficaces



17 Œuvrer à l'enracinement d'une culture de l'évaluation dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) permettant de questionner régulièrement l'efficacité des politiques publiques implémentées en matière d'emploi des jeunes et en tirer des leçons ;

18 Poursuivre les discussions en cours entre la Commission de l'UEMOA, la BCEAO et la BOAD pour la mise en place de textes réglementaires communautaires sur le suivi et l'évaluation des résultats de développement. Elles doivent par ailleurs être élargies à des acteurs spécialisés dans le renforcement des capacités tel que le CLEAR FA-CESAG ;

19 Renforcer la fréquence de production d'informations statistiques sur l'emploi des jeunes permettant de faire un suivi régulier des secteurs d'activités dans lesquels les jeunes exercent, des secteurs porteurs dans les économies, et de la qualité des systèmes d'orientation et formations au niveau scolaire et professionnel ;

20 Publier à fréquence constante des résultats de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI 2017) et améliorer sa vulgarisation auprès des décideurs publics ;

21 Mettre en place un observatoire régional de l'emploi dans les pays de l'UEMOA

A l'attention du Département en charge de la mise œuvre de la réforme au niveau de la Commission de l'UEMOA



22 Elaborer des directives communautaires (incluant les politiques nationales d'évaluation) pour la mise en place d'un système de suivi-évaluation informatisé ;

23 Produire un rapport pays sur la qualité des dépenses publiques chaque deux (2) ans ;

24 Mettre en place un programme en collaboration avec CLEAR FA-CESAG pour la conduite et l'institutionnalisation des évaluations.

A l'attention de la division en charge du suivi-évaluation à la Commission de l'UEMOA



25

Conduire une évaluation communautaire des effets du budget-programme sur l'efficacité de l'action publique ;

26

Définir et opérationnaliser des guides de suivi-évaluation au niveau communautaire ;

27

Renforcer les capacités des acteurs sur le suivi et l'évaluation du budget-programme ;

28

Mettre en place un programme en collaboration avec CLEAR FA-CESAG pour la conduite et l'institutionnalisation des évaluations.

A l'attention des ministères en charge de la Fonction publique



29

Mettre en place un système de performance administrative dans le cadre de la gestion budgétaire en mode programme en délimitant le périmètre de responsabilité de chaque acteur dans l'atteinte de la performance ;

30

Adapter l'organisation des administrations publiques en fonction du budget-programme (adaptation du cadre institutionnel à la mise en œuvre du budget-programme : désignation des acteurs clé de la réforme).

A l'attention des Parlements et unités en charge du pilotage et de l'exécution des budgets programme

- 31** En cours d'exercice budgétaire : mettre un focus sur l'exécution des dépenses relatives à la COVID-19 dans les rapports d'exécution budgétaire trimestriels ;
- 32** En fin d'exercice budgétaire : annexer un rapport sur la mise en œuvre de la stratégie et son plan d'action COVID-19 au projet de loi de règlement ;
- 33** Justifier dans les rapports annuels de performance des programmes concernés, les modifications de leurs crédits initiaux, et en cas d'abondement, l'usage qui en a été fait ;
- 34** Prévoir dans le rapport annuel d'exécution budgétaire une partie sur les mesures liées à la crise à la COVID-19, cela dans le cadre de la loi de règlement ;
- 35** Réserver dans le budget citoyen une partie relative aux ressources et dépenses consacrées à la lutte contre la COVID-19, en distinguant les aspects sanitaires, des aspects économiques et sociaux ;
- 36** Systématiser la conception du dispositif (modèle, équipe de travail, données) de simulation des dépenses publiques sur le bien-être de la population.

Publications

NOTE D'APPRENTISSAGE WEBINAIRE 4 L'évaluation au cœur de la coopération au développement : diversité de vues pour une communauté de pratiques

Intervenants

- Edoé Djimitri Agbodjan, PhD**
Coordonnateur du CLEAR FA
- Denis Jobin M.A.P, M.A.**
Spécialiste principal en évaluation –
Bureau de l'évaluation, UNICEF, New York
- Serge Eric Yakeu Djiam, Ir., M.Sc., CE**
Evalueur Qualifié –
Expert international en évaluation
- Ian C. Davies**
Evalueur Qualifié

LES WEBINAIRES DU CLEAR FA #4

THEME
L'évaluation au cœur de la coopération au développement : diversité de vues pour une communauté de pratiques

4 JUIN 2021 15h-16h30 GMT

Pour plus d'informations écrivez à miche.ouedraogo@cesag.edu.sn

Logos: clear, GEI Global Evaluation Initiative, unicef

CLEAR FA-CESAG a initié une série de webinaire visant à créer, tous les trimestres, un cadre d'échange et de partage d'expériences entre les acteurs francophones du milieu de l'évaluation, pour renforcer la prise de décision basée sur les données probantes pour une meilleure efficacité de l'action publique. C'est dans ce cadre que s'est déroulé le 4 juin 2021, la 4e édition des Webinaire de CLEAR FA-CESAG sur la thématique : « l'évaluation au cœur de la coopération au développement : diversité de vues pour une communauté de pratiques ». La question de la pluralité des approches de l'évaluation en contexte de développement pose un débat de fond sur le champ de la pratique. En effet, au-delà de la richesse qu'elle constitue, cette diversité d'approches est souvent

sources de divergences, malentendus ou résistances, lors des interactions entre consultants, décideurs et agents de développement. Ce webinaire a permis de débattre de quelques singularités et similitudes des approches d'évaluation par les acteurs majeurs du développement et de dégager des perspectives d'harmonisation.

Le webinaire a été organisé en marge de la semaine d'évaluation #gLOCAL 2021. Il a enregistré la participation de 64 personnes. L'animation a été assurée par des experts de haut niveau et spécialistes en suivi et évaluation notamment des Chercheurs et Experts de CLEAR FA-CESAG et du Bureau de l'évaluation de UNICEF à New York, mais également des Experts internationaux en évaluation exerçant sur le continent. On peut noter : Edoé Djimitri AGBODJAN, PhD, Coordonnateur - CLEAR FA-CESAG ; Mme Oumoul Khayri Ba Tall, MBA, Expert-Comptable, Consultante en Evaluation OKT-Consult, Nouakchott, Mauritanie ; Denis Jobin M.A.P, M.A. Spécialiste principal en Evaluation au Bureau de l'évaluation, UNICEF, New York ; Serge Eric Yakeu Djiam, Ir., M. Sc., CE, Evalueur Qualifié-Expert international en évaluation ; Ian C. Davies, Evalueur Qualifié. Il a été modéré par miché

OUEDRAOGO, PhD, consultant Banque mondiale, Expert en S&E à CLEARFA-CESAG.

La thématique a été abordée sous un double questionnement : un questionnement théorique qui s'apparente à une sorte de réflexion épistémologique de la science évaluative et un questionnement pratique lié aux approches des acteurs institutionnels qui sont porteurs des évaluations. En effet, on assiste aujourd'hui à une diversité de définition de l'évaluation dépendamment des institutions ainsi qu'à une diversité de critères, principes et standards d'évaluation.

Ainsi, après défini l'approche essentiellement comme la conception du monde (à quoi attache-t-on de la valeur ?), Ian C. Davies a présenté différentes approches : l'approche normative (Audit), l'approche causale, l'approche systémique (équilibre, soutenabilité, contribution au bien commun), l'approche genre, l'approche de justice sociale, l'approche réaliste (analyse des contextes), l'approche développementale et l'approche globale. Il a ensuite attiré l'attention sur la différence entre approches et méthodes avant de conclure qu'en réalité, il n'y a pas une grande diversité, car fondamentalement, l'approche est causale, les autres constituent des

spécificités dépendamment des acteurs. Il est donc impératif de remettre en question ce que l'on tient pour acquis et d'aboutir à une décolonisation non seulement de l'intervention mais aussi de l'évaluation.

Il était dès lors intéressant de présenter des applications concrètes, par exemple le cadre de la mise en œuvre des évaluations au niveau de l'Unicef. « Il faut qu'on arrête de parler de l'évaluation comme étant une chose mais avec un "S" (au pluriel) parce qu'il y a plusieurs produits d'évaluations, il y a plusieurs types d'évaluation et chaque type devrait être abordé différemment, compte tenu des contextes différents », a dit Denis Jobin qui a présenté le cas. L'importance des contextes, Mme Ba Tall y est revenue ainsi que sur la finalité et les divergences des parties prenantes. C'était par ailleurs, une opportunité pour Serge Eric Yakeu Djiam de présenter le contexte africain. Selon lui, il est important que l'on s'interroge sur ce qui existe pour pouvoir apporter un plus afin d'impulser un changement de performance.

IL EST AINSI RESSORTI DE CE PANEL LES CONCLUSIONS SUIVANTES :

- 1** Il faut une plus grande multiplicité des approches mais avec une harmonisation au niveau de la reconnaissance des limites de chaque approche ;
- 2** Il faut que les évaluations soient enracinées dans la culture du contexte dans lequel elles sont mises en œuvre ;
- 3** Il faut une décolonisation de l'évaluation ;
- 4** Il faut que les VOPPs jouent leur rôle de professionnalisation de l'évaluation dans les pays ;
- 5** Il faut harmoniser les approches pour aboutir à des standards, des approches, des méthodes et des outils avec lesquels on peut faire l'évaluation en toute crédibilité.

Policy Brief : Evaluation participative d'impact rapide du projet d'appui à la sécurité alimentaire dans les régions de Biombo, Gabu et Tombali en Guinée Bissau (PASA)



EVALUATION PARTICIPATIVE D'IMPACT RAPIDE DU PROJET D'APPUI À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES RÉGIONS DE BIOMBO, GABU ET TOMBALI EN GUINÉE BISSAU (PASA)

Contexte

En réponse à la crise alimentaire survenue en 2008, la BOAD a fait le choix d'apporter son appui aux efforts du gouvernement de la Guinée Bissau en finançant le Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PASA). Le projet a été mis en œuvre de 2009 à 2020 dans les régions de Biombo, Gabu et Tombali en Guinée Bissau avec pour objectif global de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté.

But, critères

L'évaluation d'impact participative rapide vise à apprécier systématiquement la contribution du PASA à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté dans la zone du projet. Afin d'apprécier l'efficacité et l'impact du PASA, la BOAD a commandité une évaluation d'impact participative rapide en 2021, avec l'appui technique du CLEARFA-CESAG. Cette démarche innovante utilise une approche mixte combinant l'analyse documentaire, la collecte et l'analyse de données primaires à la fois qualitative et quantitative.

Méthodologie

Deux critères d'évaluation ont été considérés dans le cadre de cette évaluation. Il s'agit de l'efficacité du PASA et de son impact.

L'approche de collecte des données a combiné la collecte de données secondaire à travers la revue documentaire et la collecte de données primaires par le biais d'enquête de terrain. Les données qualitatives ont été collectées par le biais d'entretiens individuels semi-dirigés et des focus groupes auprès des parties prenantes du PASA (groupes de bénéficiaire, équipe de coordination du PASA et des acteurs gouvernementaux). Ces méthodes ont été complétées par des observations directes de certaines réalisations physiques du PASA. Les données quantitatives ont été collectées à l'aide d'un questionnaire auprès des bénéficiaires, qui ont évalué les critères d'impacts du PASA, avant et après sa mise en œuvre, sur une échelle de Likert à cinq dimensions (1 à 5) ; 5 représentant le niveau le plus élevé du critère et 1 le niveau le plus faible. Pour la revue documentaire, l'équipe d'évaluation a procédé à une collecte des documents

de projet auprès de la BOAD et l'équipe de gestion du PASA. Ces différents documents ont été compilés en fonction des critères d'évaluation.

Résultats

L'évaluation a montré que les activités planifiées dans le cadre du PASA ont été réalisées de manière satisfaisante. Par ailleurs, les résultats confirment que le PASA a eu un impact positif sur les bénéficiaires en matière de sécurité alimentaire, d'augmentation de leurs revenus, de capacité de résilience face aux changements climatiques, sur leur niveau d'alphabétisation et sur l'environnement. En revanche, l'évaluation met en lumière plusieurs obstacles et défis de pérennisation des impacts qui requièrent des actions de consolidation des acquis.

Recommandations

Afin d'améliorer l'impact du programme et d'assurer la pérennité des acquis, les recommandations sont émises par l'équipe des évaluateurs.

- 1 La BOAD devrait capitaliser l'innovation de la production la production de riz dans les bas-fonds, une première dans la région, et envisager sa répliquabilité dans d'autres pays pour une meilleure sécurité alimentaire.
- 2 Il convient, au niveau de l'équipe de coordination du PASA et du Ministère des finances, d'accélérer le processus de transmission des demandes de décaissement et d'accélérer leur traitement au niveau de la BOAD.
- 3 Afin d'accroître la capacité de production des bénéficiaires, il est important d'équiper les villages bénéficiaires d'équipements lourds comme des tracteurs et pour cela, la BOAD

devrait s'assurer que les villages bénéficiaires du PASA puissent avoir accès à ces équipements à travers l'Agence Nationale de la Mécanisation Agricole (ANMA) qu'elle finance.

- 4 Pour garantir une meilleure production, le PASA devrait former et sensibiliser les bénéficiaires sur les techniques écologiques innovantes de protection des rizières contre l'invasion des singes et les insectes tout en conservant la biodiversité. Un partenariat avec l'Institut de la Biodiversité et des Aires protégées (IBAP) du ministère de l'Environnement qui dispose déjà d'une expertise dans ce domaine doit être envisagé.
- 5 Le PASA devrait accompagner les bénéficiaires dans la vente du surplus de production du riz et des produits maraichers et pour cela, il faut doter les organisations paysannes de chaque village bénéficiaire de moto tri-cyclo pour le transport des produits vers les zones de marché et les former en technique de conservation et de commercialisation du riz et des produits

maraichers. Dans le cadre de ses prochaines interventions-pays, la BOAD devrait intégrer une étude sur la chaîne de valeur de la production du riz afin d'avoir une compréhension holistique et de proposer des actions conséquentes.

- 6 Pour ce qui concerne la production animale, pour les villages n'ayant pas encore reçu la dotation en animaux, il conviendrait pour l'équipe du PASA de consulter les bénéficiaires afin de déterminer avec eux les animaux adaptés à leur contexte. Il est aussi recommandé à la BOAD d'initier dans le cadre de ses prochaines interventions dans le pays, une étude de marché sur la consommation du poulet sur l'ensemble du pays pour orienter stratégiquement la Direction générale de l'élevage dans la commercialisation de sa production.
- 7 Sur le plan des infrastructures, il est primordial que dans sa dernière phase, le PASA prévoie la réhabilitation des pentes d'écoulement, des déversoirs et des canaux principaux endommagés. En plus de cela, le PASA devrait prévoir des mécanismes d'appropriations de ces

infrastructures par village bénéficiaire afin qu'ils assurent eux-mêmes l'entretien et la réparation de ces infrastructures en cas de bris légers. De plus, le gouvernement de Guinée Bissau devra mettre en place un fond pour l'entretien de ces infrastructures à travers le Ministère de l'Agriculture.

- 8 Pour le programme d'alphabétisation, il convient que le PASA prévoie la réparation du matériel endommagé et l'équipement de ceux volés, de transférer la gestion de ce volet à l'endroit des organisations paysannes. Le PASA devrait aussi envisager un partenariat avec le Ministère de l'Éducation afin de faciliter une appropriation du ministère de ce programme et que les bénéficiaires puissent également bénéficier d'un appui continu de ce dernier.
- 9 Afin de pallier les manques de données sur les indicateurs du PASA, il est important que l'équipe de gestion soit formée sur la collecte et la gestion des données. Cette formation devrait s'étendre au Service des statistiques agricoles de la Direction générale de la planification du Ministère de l'agriculture.

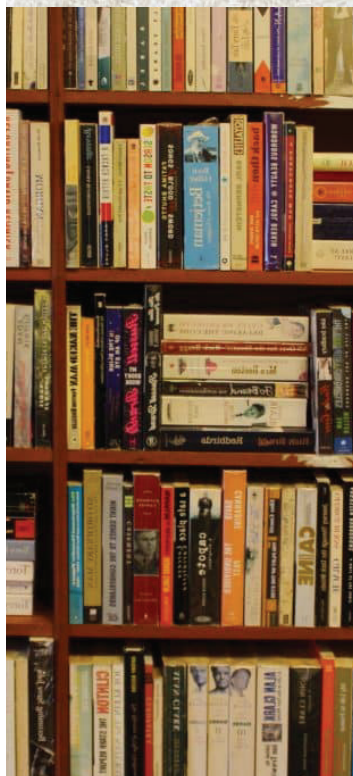
Agenda



Promotion de la PNEVal - Madagascar : plan de plaidoyer et formation

Dans le cadre de la promotion de la politique nationale d'évaluation (PNEVal) de Madagascar, il est prévu des activités de plaidoyer pour permettre à toutes les parties prenantes de mieux se l'approprier afin de pouvoir s'investir pleinement pour sa réussite. Ces activités entrent dans le cadre d'une collaboration entre l'UNICEF et le CLEAR FA-CESAG.

Pour rappel, la république de Madagascar s'est dotée en 2020 d'une politique Nationale d'Evaluation à travers laquelle le pays vise à moyen terme à avoir un cadre de référence devant permettre d'informer, systématiser et institutionnaliser l'évaluation dans les ministères, les départements, le parlement et autres organisations.



Acquisition d'ouvrages destinés à la bibliothèque du CESAG et au centre de documentation du CLEAR FA-CESAG

Afin d'assurer sa mission de promotion de la culture évaluative et de renforcement de capacités des professionnels et des étudiants, le CLEARFA-CESAG envisage acquérir un lot d'ouvrages spécialisés en suivi – évaluation. Ces ouvrages seront mis à la disposition des bénéficiaires au niveau de la bibliothèque du CESAG et au centre de documentation du CLEAR FA-CESAG. Un second lot d'ouvrages est attendu de l'IDDEV BAD, dans le cadre de sa coopération avec CLEARFA-CESAG



CLEAR (Center for Learning on Evaluation and Results – Centre de formation sur l'évaluation et les résultats) est une initiative globale dont l'objectif est d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités en matière de suivi et d'évaluation (S&E) et en gestion axée sur les résultats de développement (GRD)

Le Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG) a été retenu pour abriter le centre CLEAR de l'Afrique francophone (CLEAR FA) à travers un processus extrêmement sélectif. Le centre CLEAR FA, logé au CESAG, couvre ainsi toute la zone francophone de l'Afrique.

En effet, dans le cadre de la mise en œuvre de sa mission, le CESAG développe des projets structurant en vue de mieux répondre aux besoins spécifiques de compétences pour le développement.

Le Centre dédié à la zone Afrique francophone, le CLEAR-FA (Pour Francophone Africa), renforce les capacités et les systèmes nationaux de Suivi et évaluation et gestion de la performance à travers quatre (4) axes d'intervention :

- 1** Développer la culture de la décision basée sur des preuves par l'appui au développement des systèmes nationaux d'évaluation
- 2** Renforcer les capacités des cadres et spécialistes en suivi et évaluation grâce au renforcement des capacités individuelles par la formation
- 3** Générer des connaissances à travers la recherche appliquée et le développement des connaissances
- 4** Partager les connaissances par la promotion de l'évaluation et la dissémination des connaissances



Global Affairs
Canada



WORLD BANK GROUP
World Bank • IFC • MIGA



Inter-American
Development Bank



Ministry for Foreign
Affairs of Finland



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands



Sida





www.clearfa.org

CESAG, Boulevard du Général de Gaulle x Malick SY
B.P. 3802, Dakar, Sénégal
clear@cesag.edu.sn
Tél: (+221) 33 839 74 74